

17 octobre 2024

Journée Mondiale du Refus de la Misère

« *Mettre fin à la maltraitance sociale et institutionnelle* »

**Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster
Luxembourg**

Témoignage

ATD Quart Monde a fait du combat contre la **maltraitance institutionnelle sa priorité**. Elle s'exprime différemment selon d'un pays à l'autre, mais est bien présente, partout dans le monde. Un plaidoyer français intitulé « Stop à la maltraitance institutionnelle » a détecté 16 causes et mécanismes favorisant la maltraitance institutionnelle. Ce sont les préjugés et les idées fausses sur les personnes en situation de pauvreté, le manque de moyens humains et financiers pour la mise en œuvre des politiques publiques, la complexité des démarches ou encore la numérisation.

Les personnes faisant recours aux aides sociales sont en général dans une position de vulnérabilité.

- Avant de demander de l'aide ou même avant de pouvoir demander un rendez-vous il faut déjà remettre, à maints offices sociaux, tout un tas de documents administratifs. Cela prend beaucoup de temps et il faut beaucoup courir. Encore plus, quand on ne peut pas demander les papiers en ligne, parce qu'on n'a pas d'accès ou parce qu'on ne sait pas utiliser l'internet.
- On a besoin d'aide pour demander de l'aide.
- Diverses aides, comme le revis, sont liées à des conditions. Il faut observer des règles sévères et il ne faut pas rater de rendez-vous. On n'a pas le droit de se tromper. On subit de la pression.
- Quand on perd le droit à l'aide il faut refaire toutes les démarches à partir du début. Un peu comme au jeu « ne t'en fais pas »

Le droit à une aide implique trop souvent une très grande soumission des personnes qui y recourent. Les personnes font alors ce qu'on leur dit de faire et n'osent pas s'affirmer. Si elles ne vont pas dans le sens qu'on leur impose, elles ont peur qu'il y ait des conséquences négatives. (Par exemple de perdre leurs droits, comme des prestations, être retiré de la liste d'attente pour un logement social).

Toute cette paperasserie, ces contrôles prennent la force. On n'arrive jamais à se reconstruire. Cela entraîne une perte de dignité, empêche l'exercice d'une pleine citoyenneté.

Une personne en France a dit :

« Quand l'institution exige de celui qui vit déjà ces conditions difficiles de s'adapter au lieu que ce soit le contraire, c'est une violence établie. »